

SALAIRES

# Effet boomerang en Allemagne

*Les syndicats d'outre-Rhin ont décidé de rompre avec la modération salariale.*

«Les salariés se sont privés en acceptant le chômage partiel et les syndicats ont tempéré leurs demandes pendant la durée de la crise, mais avec la reprise nous n'allons plus nous retenir», a déclaré le président de la confédération syndicale allemande dans une interview au journal *Hamburger Abendblatt* le 30 août.

La croissance allemande a effectivement atteint 2,2% au deuxième trimestre 2010, du jamais vu depuis la réunification du pays en 1990. La chancelière allemande Angela Merkel elle-même a dû expliquer sur une chaîne télévisée que «les situations meilleures au niveau des entreprises doivent se refléter auprès des travailleurs et des travailleurs». Et pour cause. Si la reprise allemande est mise en avant dans les autres pays européens, bien souvent pour justement défendre l'idée d'une nécessaire austérité salariale, on se rend compte, à y regarder de plus près, qu'elle est en réalité extrêmement dépendante des exportations et que la demande intérieure reste dangereusement atone. Les économistes sont unanimes pour prédire que la croissance allemande ne pourra maintenir son rythme actuel et qu'un nouveau ralentissement est à prévoir. Certes des voix se sont élevées ces derniers jours, dans les médias français notamment, pour assurer, sur le mode de la méthode coué, que la confiance des ménages allemands augmente.

Mais à Berlin, Uwe Kink, du syndicat IG Metall, observe le contraire: «La consommation des ménages continue de décroître en Allemagne. Elle a diminué de 0,7% au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009. C'est pourquoi il est important d'assurer des augmentations de salaires élevées après la crise pour stabiliser le pouvoir d'achat des travailleurs.»

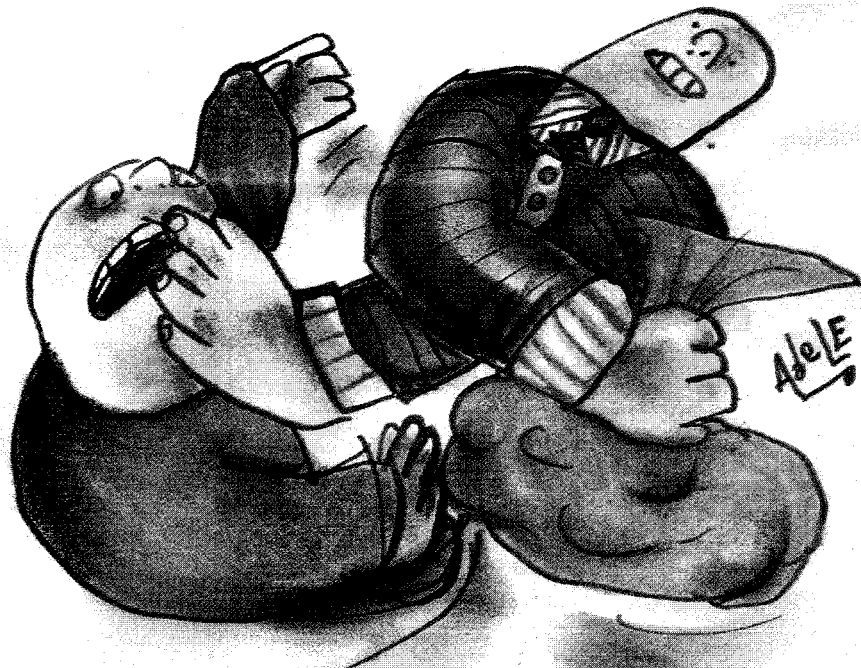
## DE PLUS EN PLUS DE TRAVAILLEURS PAUVRES

La chancelière Angela Merkel a, elle, appelé à trouver des «solutions raisonnables» dans les négociations salariales qui s'ouvrent. Reste donc à savoir ce que chacun entendra par «raisonnable». Le syn-

dicat IG Metall, après avoir demandé que l'augmentation de 2,7% prévue dans l'industrie métallurgique et électrique pour le mois d'avril soit appliquée dès le 1<sup>er</sup> février, revendique 6% d'augmentation pour le secteur sidérurgique\*, dans le cadre des négociations entamées le 6 septembre. Une demande rejetée d'emblée par le président de la fédération des employeurs du secteur, Martin Kannegieser. Plusieurs syndicats de cheminots ont eux aussi annoncé qu'ils revendiqueraient 5 à 6% d'augmentation.

IG Metall revendique également la mise à égalité des salaires des 3 000 travailleurs intérimaires que compte le secteur de la sidérurgie avec ceux des salariés permanents.

D'une manière générale, la question du pouvoir d'achat se pose avec d'autant plus d'acuité en Allemagne qu'il n'y existe pas de salaire minimum national et que le nombre de travailleurs pauvres, y compris parmi ceux disposant d'une qualification professionnelle, ne cesse d'y augmenter, selon une étude de l'université de Duisbourg-Essen publiée en juillet. Pas moins de 20% des salariés allemands gagnent aujourd'hui moins de 10 euros brut de l'heure.



\*L'ancien accord couvrait une période de 17 mois (du 1<sup>er</sup> avril 2009 au 31 août 2010) avec une seule augmentation générale de 2% au 1<sup>er</sup> janvier 2010.